

SALAIRES

- Parce que les salaires sont dévalués depuis des décennies (21% de perte de pouvoir d'achat depuis 2000) et que l'inflation explose...
- Parce que les heures supplémentaires et les primes sont source de concurrence et d'inégalités (notamment entre femmes et hommes) ...
- Parce que nous avons le droit de profiter d'une retraite en bonne santé et que le partage du travail est indispensable...

PRÉCARITÉ

➤ Parce que la Loi de Transformation de la Fonction publique accentue la précarité, l'autoritarisme, les inégalités de traitement...

➤ Parce que le statut de fonctionnaire (qui garantit le service public pour tou·tes) est attaqué...

➤ Parce que la précarité touche tout le monde (personnels titulaires ou non) et fragilise nos conditions de travail...

Il y a urgence à mettre fin à cette loi, à exiger un plan de titularisation et à reconstruire un véritable service public d'éducation.

SENS DU MÉTIER

➤ Parce que le système actuel est soumis aux logiques libérales, génère et gère le tri social...

➤ Parce que le système fragmente les savoirs et les savoir-faire et vise à détruire diplômes et qualifications...

Il y a urgence à porter un projet collectif de rupture, pour une École de l'émancipation et de l'épanouissement pour les personnels et les élèves.
Il y a urgence à retrouver du collectif et des libertés pédagogiques.

CONDITIONS DE TRAVAIL

➤ Parce qu'accomplir nos missions sereinement et dans de bonnes conditions est de plus en plus dur...

➤ Parce que nos conditions de travail se dégradent profondément sous le poids des réformes et de politiques d'austérité...

Il y a urgence à garantir notre qualité de vie au travail et la qualité du service public d'Éducation.

Il y a urgence à réduire notre temps de travail, réduire les effectifs par classe et recruter massivement des personnels statutaires.

avec la CGT UN AUTRE CHOIX de SOCIÉTÉ !



Du 1^{er} au 8 décembre, pour que votre voix compte : votez et faites voter

SALAIRES

La CGT Éduc'Action se bat pour obtenir pour les AED et les AESH :

- un statut de fonctionnaires de catégorie B ;
- une augmentation de 400€ et une grille nationale d'avancement ;
- les primes REP et REP+ et la prise en charge des frais de transports ;
- une vraie formation initiale et continue ;
- la titularisation sans condition de concours ni de nationalité.



Le service « vie scolaire » et l'accompagnement du handicap sont des laboratoires de la précarité et de la flexibilité

- Dès 2023, le CDI doit être un droit pour tou·tes au bout de 6 ans avec une procédure transparente cadrée académiquement ;
- 32h de temps de travail sur 36 semaines ;
- favorisons la mobilité et révisons les règles des mouvements ;
- pour les étudiant·es, un statut amélioré d'étudiant·es surveillant·es avec des horaires aménagés et un droit à la formation renforcé ;
- exigeons un plan de titularisation et de formation.

AED

AESH

- l'arrêt des PIALs ;
- l'affectation sur 2 établissements ou écoles max, pas plus de 2 élèves suivi·es ;
- un temps plein et un salaire à 100% pour 24h d'accompagnement ;
- le respect strict du cadre de missions des AESH défini par la circulaire de 2017.

